

LES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE COFACE

Octobre 2026

Le baromètre des risques Coface

RISQUES PAYS & SECTORIELS (Octobre 2026)



Par les économistes
du groupe Coface

EDITORIAL par Jean-Christophe Caffet, économiste en chef

L'ÉCONOMIE MONDIALE PRISE DANS LES TAUX

Comme nous le craignons – et le titrons d'ailleurs en juin dernier¹ – le soulagement consécutif à la signature, à l'orée de l'été, d'un protocole d'accord (MoU) entre les Etats-Unis et l'Iran aura donc été de courte durée. Les hostilités ont en effet repris dès la mi-juillet, provoquant une nouvelle envolée des prix des hydrocarbures (+50% sur le pétrole, +100% sur le gaz naturel) et de nombreux produits dérivés (pétrochimie). Alors que les prix des produits agricoles ont aussi vivement augmenté (+40% sur un an pour le blé notamment) en raison de l'intensification du conflit opposant l'Ukraine à la Russie (frappes sur terminaux céréaliers en mer Noire) et d'inquiétantes anomalies climatiques (vagues de chaleur et sécheresse en Europe), il n'en fallait pas plus pour que ressurgisse le spectre d'une nouvelle crise inflationniste. Ce d'autant que les coûts de transport (carburants, taux de fret...) s'accroissent, que les délais d'approvisionnement s'allongent et que les pénuries, pour certains produits, guettent – bref, que les chaînes de valeur sont une nouvelle fois mises à rude épreuve.

Pas surprenant, dans un tel environnement, que la hausse des taux d'intérêt (ré)enclenchée en début d'année se soit poursuivie cet été. Et même accélérée, compte tenu du changement de ton opéré par certaines banques centrales déterminées, pour certaines, à changer de braquet, pour d'autres à préserver leur sacro-sainte crédibilité. La FED a ainsi emboité le pas à la BCE, la Banque d'Angleterre restant, pour l'instant, la seule grande banque centrale à garder son sang-froid. Hausse de l'inflation (importée), des taux d'intérêt, des dépenses courantes et/ou d'investissement... L'équation se complique singulièrement pour de nombreux Etats, à commencer par ceux qui ont déjà saturé leur capacité d'endettement et dont les marges de manœuvre fiscales sont limitées. C'est là que réside, à court terme, l'un des principaux risques, auparavant latent mais désormais patent, pour la stabilité financière, économique, et sociale. Et c'est en Europe, une fois encore, qu'il pourrait en premier lieu se matérialiser.

Si, pour l'heure, l'économie mondiale résiste, portée notamment par les investissements dans l'IA et les effets de richesse associés, les risques demeurent évidemment baissiers. La stabilisation de l'activité que nous prévoyons pour l'an prochain (+2,6%, après +2,5% en 2026) suppose non seulement que ceux-ci ne se concrétisent pas, mais aussi, et surtout, qu'une solution pérenne soit trouvée à un conflit dont l'impact sur l'économie mondiale ira, comme souvent, croissant (un demi-point de PIB en cumulé sur 2026 et 2027 pour l'instant). Dans ce contexte, et dans le cadre de notre exercice d'évaluation des risques pays et sectoriels, nous avons procédé à 4 reclassements et 3 déclassements de pays, ainsi que 8 reclassements et 12 déclassements de secteurs.

¹ Voir Baromètre COFACE, Juin 2026 : Pause Fraicheur dans le Golfe Persique.

RETROUVEZ TOUTES LES AUTRES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE COFACE :

<https://www.coface.com/fr/actualites-economie-conseils-d-experts>

coface
FOR TRADE

OUVERTURE

RELATIONS INTERNATIONALES

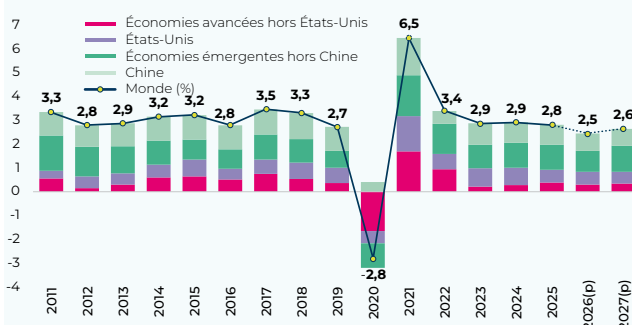
par Thomas Gomart, directeur de l'IFRI

Depuis février 2026, les frappes israélo-américaines sur la République islamique d'Iran ont entraîné une forte tension sur les prix de l'énergie. En tant que le Guide suprême et plusieurs dirigeants clés, Israël et les États-Unis poursuivaient un double objectif : détruire le programme nucléaire iranien et susciter un changement de régime en Iran avec le soutien de la population. Si le premier a été partiellement atteint, le second ne l'a pas été. Téhéran a répliqué par une sorte de guérilla stratégique, c'est-à-dire par des opérations visant à entraver la fluidité des échanges régionaux avec des conséquences globales. Visiblement, les planificateurs israéliens et américains n'avaient pas prévu la fermeture du détroit d'Ormuz.

C'est pourtant un cas d'école de la réflexion stratégique. Le commerce international se fait principalement par voie maritime pour des raisons de flexibilité et d'export. Le porte-conteneur symbolise la globalisation plus que tout autre objet. Cela fait des détroits des nœuds critiques à partir desquels il est possible d'exercer une pression qui se fait ressentir sur des marchés lointains. Soumis à de lourdes sanctions depuis plus de dix ans, le régime iranien rappelle qu'il peut aussi impacter les économies avancées, toujours dépendantes au pétrole et au gaz transitant par Ormuz et Bab el-Mandeb.

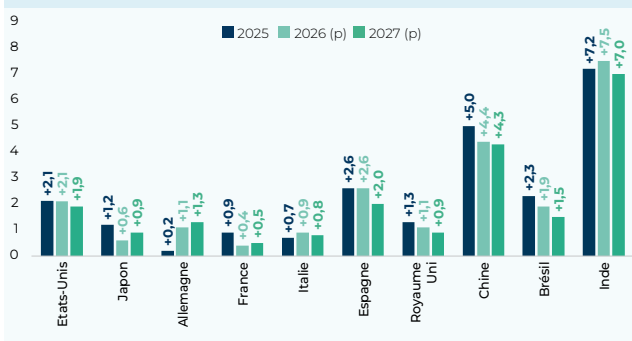
Les Européens ont dû encaisser la crise énergétique provoquée par la Russie en 2022 ; ils doivent désormais encaisser celle provoquée par les États-Unis en 2026. Deux pays producteurs qui se retrouvent aujourd'hui, par ailleurs, dans une impasse stratégique. C'est pourquoi les Européens doivent repenser les paramètres de leur sécurité énergétique. Les États-Unis sont devenus leur premier fournisseur, ce qui déséquilibre un peu plus encore la relation transatlantique. Il leur faut aussi se rappeler que le canal de Suez a été fermé pendant huit ans après la guerre des Six Jours. Autrement dit, la fluidité des échanges n'est jamais complètement garantie. La situation à Ormuz et à Bab el-Mandeb le rappelle.

Graphique 1 :
Croissance du PIB réel mondial (taux de change du marché, %)



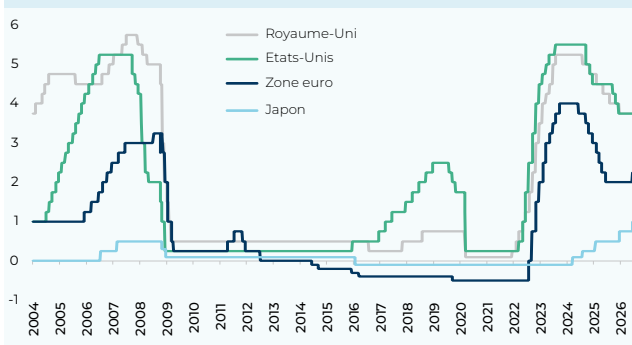
Sources : FMI, instituts nationaux de statistique, Refinitiv Datastream, prévisions Coface

Graphique 2 :
Croissance du PIB réel (moyenne annuelle, %)



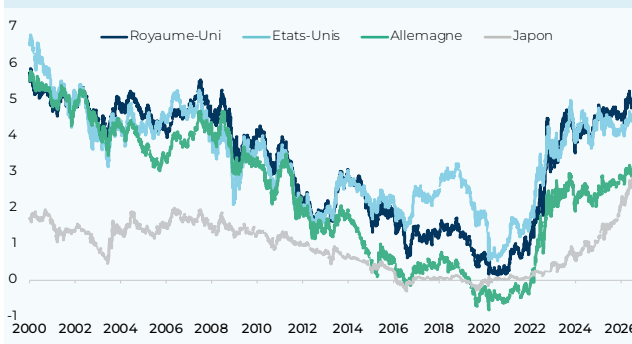
Sources : FMI, instituts nationaux de statistique, Refinitiv Datastream, prévisions Coface

Graphique 3 :
Taux directeurs des banques centrales (%)



Sources : BoE, Fed, BOJ, Coface, Macrobond

Graphique 4 :
Taux d'intérêt sur les obligations d'Etat à 10 ans (%)



Sources : Macrobond, Coface

ÉCONOMIE MONDIALE

Près de huit mois après le début de la guerre au Moyen-Orient, le trafic maritime reste perturbé dans la région. Les cours du pétrole ont repassé le seuil des 100 USD le baril en septembre. Les perspectives de sortie de crise restent floues. Si les prix du brut ont évité des pics historiques, ceux des produits raffinés, diesel notamment, sont au plus haut en raison de pénurie liée à la moindre capacité disponible de raffinage. Au-delà du pétrole, les prix de l'ensemble des matières premières ont connu une fin d'été particulièrement chaude (voir encadré **Matières premières p. 7**).

Les craintes de tensions inflationnistes poussant les banques centrales à adopter des politiques monétaires plus restrictives, nous prévoyons un ralentissement sensible de la croissance mondiale de l'ordre de 0,5 point de pourcentage, répartis entre 2026 et 2027 (graphique 1). Si la plupart des économies ont relativement bien résisté au premier semestre 2026, nous poussant à revoir à la hausse notre prévision de croissance mondiale de 2,3% à 2,5%, les effets négatifs de l'inflation et des resserrements monétaires généralisés se feront sentir davantage en fin d'année et en début d'année 2027. Le (léger) rebond de la croissance mondiale en 2027 à 2,6% est trompeur : la grande majorité des économies ralentiront ou, dans le meilleur des cas, enregistreront une croissance similaire à 2026 (graphique 2). Seuls les États du Golfe (si le conflit en cours trouvait une résolution) et, dans une moindre mesure, les pays mettant en œuvre des plans de relance budgétaire massifs, comme l'Allemagne ou le Japon, devraient accélérer l'an prochain. Les économies américaine et chinoise devraient continuer à ralentir progressivement, à l'instar des principales économies émergentes. Malgré des dynamiques différentes, notamment en termes de demande domestique, la Fed, la BCE et la Banque du Japon, devraient toutes les trois remonter encore une fois leur taux directeur d'ici la fin de l'année, après l'avoir déjà fait à la rentrée (graphique 3). La poursuite et l'ampleur du resserrement l'an prochain restent évidemment incertaines à l'heure actuelle et dépendront des évolutions géopolitiques. Ce contexte de tensions inflationnistes persistantes et de besoins de financement croissants a poussé les taux souverains à long terme vers des niveaux inédits depuis deux décennies (graphique 4). De quoi faire réapparaître le spectre de crise souveraine.

AMÉRIQUES

AMÉRIQUE DU NORD

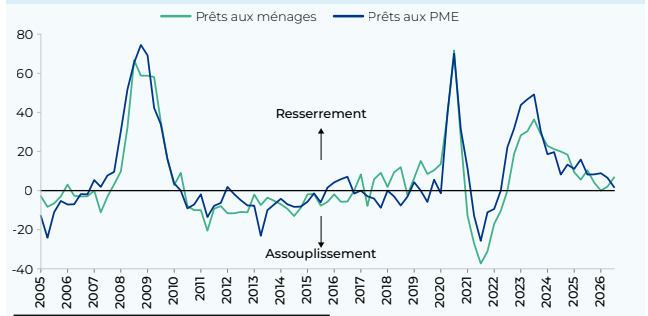
La vigueur de la consommation aux **États-Unis** et le dynamisme persistant du secteur de l'IA continuent d'alimenter la dynamique économique, et nous prévoyons que cette tendance se poursuivra en 2027. Le marché de l'emploi reste solidement proche du plein emploi (taux de chômage d'environ 4 %, faibles taux d'embauche et de licenciement), tandis que les secteurs manufacturiers de pointe (produits pharmaceutiques, semi-conducteurs/équipements informatiques, batteries, aérospatiale/défense) tirent la production industrielle à un taux annualisé de 4 %. Une dégradation aiguë et durable des marchés énergétiques mondiaux ou une déception majeure concernant les bénéfices du secteur de l'IA constituent des risques significatifs qui pèsent sur ces perspectives.

En août, les tentatives du Trésor américain visant à contenir les rendements obligataires n'ont fait qu'aggraver les inquiétudes des investisseurs quant à la crédibilité institutionnelle des États-Unis. Dans ce contexte, la Fed doit envoyer un signal fort d'indépendance et devrait donc procéder à une nouvelle hausse de 25 points de base d'ici la fin de l'année, en plus de celle de septembre. Nous restons indécis quant à la volonté de la Fed de procéder à de nouvelles hausses en 2027, car l'impasse prolongée dans le détroit d'Ormuz rend l'évolution future de l'inflation particulièrement incertaine. Si les conditions financières tendent à se resserrer, l'enquête de juillet de la Fed auprès des responsables des prêts ne signale pas encore un resserrement des conditions d'octroi de crédit (**graphique 5**), et les prêts aux entreprises continuent de progresser (**graphique 6**).

La décision de ne pas prolonger l'USMCA en juillet, bien qu'elle ne remette pas en cause la validité de l'accord pendant au moins une décennie, a été suivie d'une escalade des tensions commerciales avec le **Canada**. Les États-Unis ont imposé des droits de douane de 50 % sur 20 milliards de dollars de produits canadiens (0,4 % du PIB canadien), ce qui a entraîné des mesures de rétorsion équivalentes de la part du Canada (0,05 % du PIB américain). De plus, les droits de douane sur les automobiles et leurs pièces détachées, un secteur largement épargné jusqu'à présent, devraient passer à 50 % et s'étendre aux produits conformes à l'USMCA qui en étaient auparavant exemptés à compter du 1^{er} janvier, à moins qu'un accord ne soit conclu. Dans le même temps, le **Mexique** et les États-Unis seraient en train de se rapprocher petit à petit d'un accord provisoire officialisant des avancées partielles.

Graphique 5 :

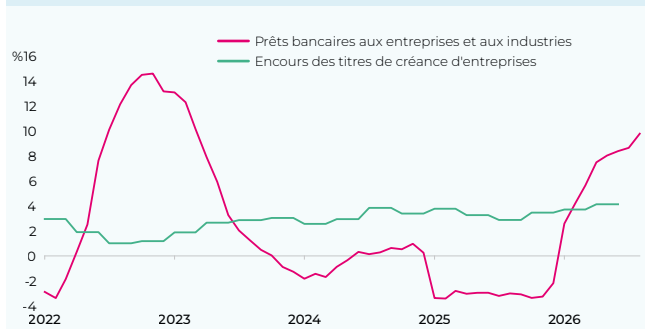
États-Unis : conditions de prêt des banques américaines (variation nette, pts de %)



Sources : Macrobond, Réserve fédérale, Coface.

Graphique 6 :

États-Unis : croissance des prêts bancaires et de l'encours des titres de créance, sociétés non financières



Sources : Macrobond, Réserve fédérale, Coface

AMÉRIQUE DU SUD

La croissance du PIB **brésilien** a ralenti à 0,5 % en glissement trimestriel au T2, contre 1,1 % au T1, la baisse de la consommation privée ayant partiellement effacé les gains antérieurs. Dans ce contexte, et alors que les prévisions d'inflation de la Banque centrale sont proches de l'objectif, à 3,2 %, les responsables politiques ont abaissé le taux Selic de 25 points de base à 13,75 % en septembre (**graphique 7**) et laissé entrevoir une marge pour un nouvel assouplissement. Malgré tout, les perspectives pour 2027 restent assombries par des conditions de crédit toujours restrictives et par la perspective d'une orientation budgétaire également relativement plus restrictive, quel que soit le vainqueur du second tour de l'élection présidentielle très disputé ce mois-ci. Dans le même temps, l'économie **argentine** a reculé de 0,6 % en glissement trimestriel en T2 (**graphique 8**), dans un contexte de contraction de la demande intérieure qui a prévalu sur la forte hausse des exportations. À l'avenir, la croissance devrait lentement retrouver de la vigueur (prévisions de PIB : 2,1 % en 2026 et 2,9 % en 2027), à mesure que les investissements, notamment dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, progressent et que la consommation privée bénéficie de la baisse de l'inflation. Toutefois, les risques restent largement orientés à la baisse, compte tenu du niveau de défauts de paiement sur les prêts aux ménages (12,9 % du crédit bancaire total en juillet 2026) et de l'élection présidentielle d'octobre 2027.

Quant au **Chili**, l'économie a stagné au T2, plombée par des perturbations du côté de l'offre qui ont affecté la pêche, l'exploitation minière et l'agriculture. Une reprise plus significative devrait s'installer en 2027 (prévisions de PIB : 0,7 % en 2026 et 2,8 % en 2027), soutenue par le solide portefeuille de projets d'investissement minier et un environnement plus favorable aux entreprises. Récemment, une réduction progressive du taux d'imposition des sociétés, de 27 % à 23 % d'ici 2029, a été approuvée.

L'impact économique d'El Niño sur la région devrait s'intensifier dans les mois à venir. À ce jour, les effets les plus visibles comprennent la réduction du nombre quotidien de navires autorisés à traverser le canal de Panama (passant d'environ 36 à 32 navires) et la forte baisse de l'activité de pêche au Pérou, qui a reculé de 33 % en glissement annuel jusqu'à juillet.

Graphique 7 :

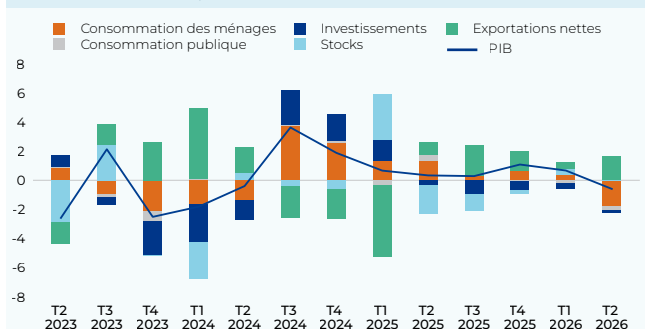
Brésil : Inflation et taux d'intérêt (annuels, %)



Sources : IBGE, Banque centrale du Brésil, Macrobond, Coface

Graphique 8 :

Argentine : Croissance du PIB réel (en glissement trimestriel, corrigée des variations saisonnières)



Sources : Indec, Macrobond, Coface

EUROPE

EUROPE OCCIDENTALE

Les perspectives continuent de s'assombrir pour l'économie **française** à moins d'un an d'élections aussi décisives qu'incertaines. Comme prévu, la résilience de l'activité économique, principalement portée par les exportations et les dépenses publiques, a fait long feu. La demande intérieure privée, qui stagne depuis fin 2024 (**graphique 9**), aura du mal à se redresser compte tenu de l'incertitude politique et budgétaire, étant donné l'ampleur du défi auquel sont confrontées les finances publiques.

Le déficit public se creusera à nouveau en 2026 pour atteindre 5,4 % du PIB, et la dette atteindra 120 % du PIB. La principale source d'inquiétude réside dans les paiements d'intérêts (75 milliards d'euros en 2026, soit 2,5 % du PIB), qui continueront d'augmenter rapidement au cours des prochaines années à mesure que les obligations émises à des taux très bas arriveront progressivement à échéance et seront refinancées. Dans un contexte de flambée des taux d'intérêt mondiaux, les obligations d'État françaises sont donc particulièrement vulnérables, ce qui pousse le rendement de l'obligation française à 10 ans à 5 % et, surtout, creuse l'écart de rendement avec l'Allemagne à des niveaux jamais vus depuis la crise de la dette souveraine de la zone euro (**graphique 10**).

L'économie **allemande** fait preuve d'une résilience surprenante, soutenue par les exportations et les solides performances des secteurs de la chimie et des machines électriques. Les indicateurs de confiance des entreprises s'améliorent mais la confiance des consommateurs s'est affaiblie au cours de l'été, les ménages étant touchés par les prix des carburants. Problème : le risque de crédit continue d'augmenter. Les défaillances d'entreprises sont en hausse (+7 % en glissement annuel au S1) et la part des entreprises déclarant subir des retards de paiement a atteint 82 %, soit son plus haut niveau depuis 2019, selon l'enquête 2026 sur les comportements de paiement des entreprises allemandes.

Au **Royaume-Uni**, le S1 2026 a été soutenu par la résilience de la consommation, la stabilité des investissements et la croissance des exportations. Toutefois, l'impact de la hausse des coûts énergétiques ne s'est pas encore totalement répercuté sur les ménages, les prix du chauffage et de l'électricité devant encore augmenter, en particulier au T1 2027. L'incertitude fiscale à l'approche du premier budget du gouvernement d'Andy Burnham pèse également sur le moral des acteurs économiques.

L'économie **italienne** s'est révélée plus résistante que prévu au S1 2026. L'investissement est soutenu par des projets d'infrastructure financés par l'UE, qui compensent le recul de la construction résidentielle (**graphique 11**). L'économie **espagnole** reste sur des bases solides, grâce à la croissance de l'emploi alimentée par l'immigration et aux fonds européens. Si la consommation privée a bien résisté jusqu'à présent dans les deux pays, les tensions inflationnistes persistantes devraient avoir un impact plus tangible à l'avenir.

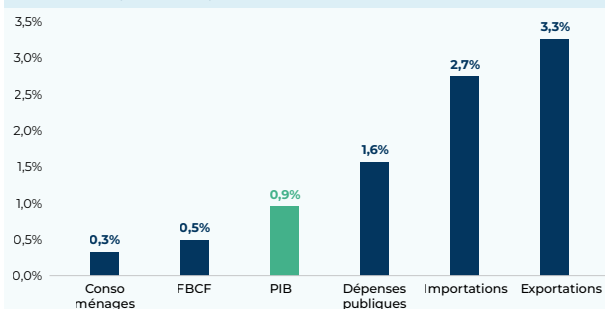
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

L'amélioration de l'activité économique en Allemagne, partenaire commercial clé, a constitué un facteur favorable important pour la région, compensant en partie les évolutions géopolitiques. Les volumes d'exportation de biens se sont accélérés au T2 et affichent désormais une croissance en glissement annuel dans la plupart des pays (**graphique 12**). Parallèlement, les importations en provenance d'Allemagne ont augmenté, reflétant l'importance croissante de l'Europe centrale et orientale en tant que marché de consommation pour les produits allemands.

L'investissement est un autre facteur soutenant la croissance. Les dépenses en matière de défense et de biens à double usage dans le cadre du programme européen SAFE, associées à l'accélération des investissements dans les infrastructures financées par les fonds du RRF, soutiennent l'économie régionale¹. Les dépenses d'investissement ont soutenu certaines des économies de l'UE connaissant la croissance la plus rapide au deuxième trimestre, notamment la **Pologne**, la **Slovénie** et la **Lituanie**. Ces afflux devraient se poursuivre au moins jusqu'à la fin de l'année. En revanche, l'intensification des tensions inflationnistes fait peser un risque sur les perspectives de croissance. Bien que les banques centrales de la région maintiennent des orientations divergentes, ces derniers mois ont été marqués par un virage général vers un resserrement monétaire.

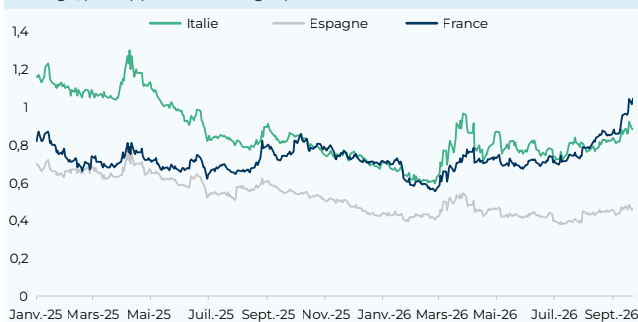
¹ SAFE (Security Action for Europe) est un programme de l'UE qui apporte un soutien dans le domaine de la défense tandis que la RRF (Mécanisme pour la reprise et la résilience) est le fonds phare de l'UE en matière de relance.

Graphique 9 :
France : variation cumulée des composantes du PIB entre le T4 2024 et le T2 2026 (en volume)



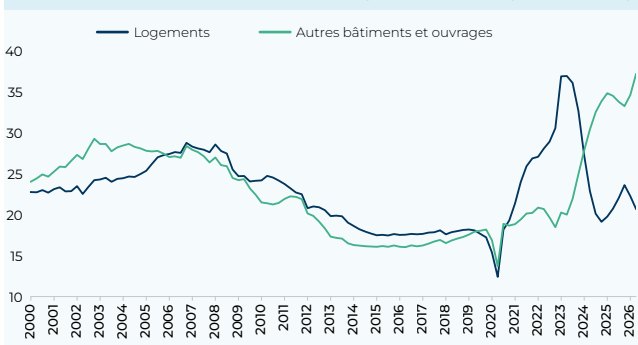
Note : FBCF= Formation Brute de capital fixe
Sources : INSEE, Macrobond, Coface

Graphique 10 :
Écarts de taux souverains de la zone euro (obligations à 10 ans, points de pourcentage, par rapport à l'Allemagne)



Sources : Macrobond, Coface

Graphique 11 :
Italie : investissement dans la construction (milliards d'euros, prix constants)



Sources : Istat, Macrobond, Coface

Graphique 12 :
Europe centrale et orientale : variation des exportations de biens en 2026 (en volume)



Sources : Eurostat, Coface

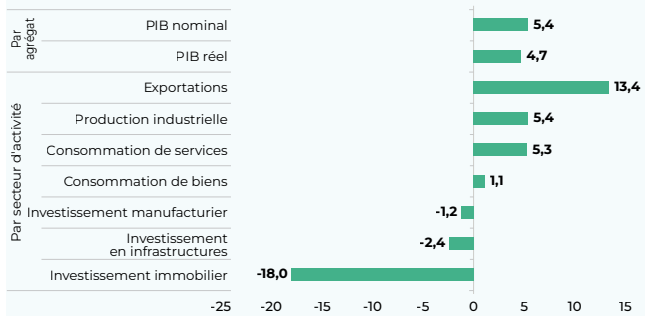
ASIE

CHINE

La dynamique intérieure de la Chine s'est nettement affaiblie (**graphique 13**). Le ralentissement des dépenses budgétaires, la faible rentabilité des entreprises et les campagnes de lutte contre la corruption ont pesé sur l'investissement. En réponse, la réunion du Politburo de juillet a mis en avant le programme des « six réseaux », couvrant les réseaux électriques, la puissance de calcul et les communications de nouvelle génération. Du côté de la consommation, les ventes d'automobiles et d'appareils électroménagers ont reculé à mesure que les effets des subventions se sont estompés, tandis que le moral des consommateurs est resté morose dans un contexte de ralentissement du marché immobilier. Les autorités prévoient de supprimer progressivement le modèle de prévente. Cela pourrait toutefois entraîner une plus grande prudence dans les achats fonciers, pesant davantage sur l'investissement immobilier et les recettes des collectivités locales. Parallèlement, les exportations ont continué d'être soutenues par la demande de produits liés à l'IA et aux technologies vertes. Certains prix à l'exportation ont également augmenté en glissement annuel depuis avril, en particulier pour les produits chimiques, les métaux et les biens liés aux TIC. Toutefois, les prix globaux à l'exportation restent aux niveaux de 2023, et les inquiétudes concernant la concurrence chinoise gagnent du terrain, notamment en Allemagne. Malgré les appels de plus en plus pressants au sein de l'UE en faveur de mesures commerciales plus strictes, les deux parties ont convenu de poursuivre les négociations. Il semble peu probable qu'un rééquilibrage commercial significatif puisse intervenir à court terme, ce qui n'empêche pas le maintien de des tensions commerciales spécifiques à certains produits, notamment dans des domaines tels que les véhicules hybrides rechargeables, les produits chimiques et l'acier.

Graphique 13 :

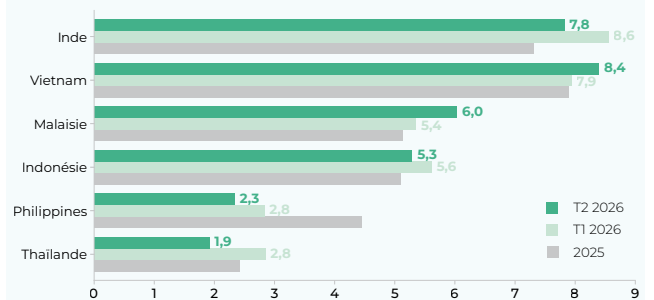
Chine : activité économique (en glissement annuel, S1 2026, variation en %)



Sources : NBS, Coface

Graphique 14 :

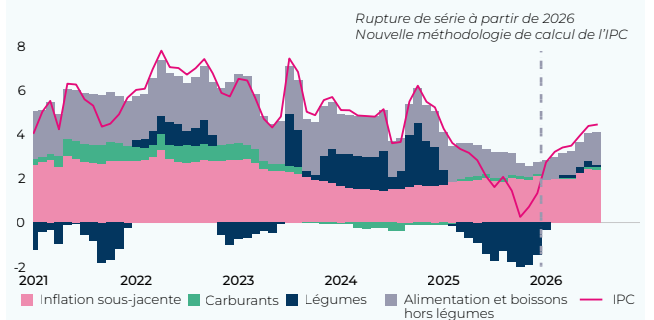
Inde : Asie émergente : croissance du PIB réel (en glissement annuel, variation en %)



Sources : Sources gouvernementales, Coface

Graphique 15 :

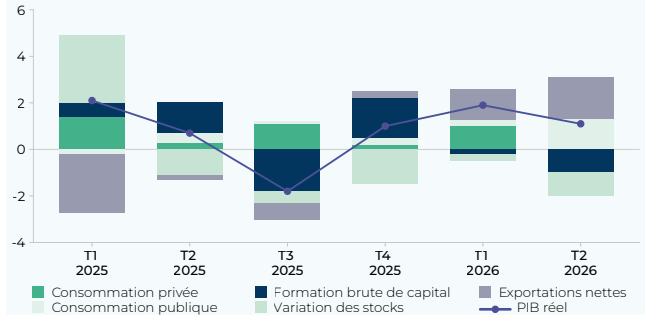
Inde : contribution à l'inflation (en glissement annuel, variation en %)



Sources : MoSPI, Coface

Graphique 16 :

Japon : PIB réel (en glissement trimestriel, % en données annualisées)



Sources : Cabinet Office (Japon), Coface

ASIE ÉMERGENTE

Les économies d'Asie du Sud-Est ont fait preuve d'une relative résilience, même si les perspectives restent difficiles. Les mesures prises par les gouvernements de certaines économies de la région ont atténué l'impact du conflit au Moyen-Orient, mais la croissance affiche des écarts régionaux marqués (**graphique 14**). Le **Vietnam** et la **Malaisie** affichent des performances supérieures à la moyenne, soutenues par les exportations de technologies liées au développement mondial des infrastructures d'intelligence artificielle. Bien que l'**Indonésie** reste résiliente, la croissance dépend de plus en plus des dépenses publiques, ce qui questionne sa viabilité, tandis que la reprise des manifestations contre la corruption a accru l'incertitude politique. La **Thaïlande** et les **Philippines** constituent les maillons faibles. La croissance thaïlandaise a ralenti au T2, la consommation, l'industrie manufacturière et le tourisme ayant été touchés par la hausse des coûts énergétiques. Aux Philippines, la croissance a ralenti pour atteindre son plus bas niveau depuis le début de la pandémie, la baisse de la consommation, le recul des investissements et les retards dans les projets d'infrastructures publiques ayant pesé sur l'activité.

La croissance **indienne** est restée l'une des plus dynamiques d'Asie, soutenue par les investissements dans les infrastructures, une demande intérieure résiliente et une activité dynamique dans la construction. Toutefois, la croissance pourrait s'essouffler au cours des prochains trimestres, car le resserrement des conditions financières et la hausse des coûts énergétiques pèsent sur l'activité. Les risques d'inflation se sont amplifiés, alors qu'une mousson plus faible due à El Niño pourrait exercer une pression sur la production agricole et les prix (**graphique 15**).

ASIE-PACIFIQUE AVANCÉE

La **Corée du Sud** et **Taiwan** ont continué de bénéficier du boom des exportations de puces et de serveurs, alimenté par l'IA, ce qui a stimulé les investissements en équipements. La hausse des recettes fiscales provenant de l'impôt sur les sociétés a également permis de dégager une marge de manœuvre pour des subventions et des aides financières destinées à amortir l'impact de la guerre au Moyen-Orient. La solidité des carnets de commandes et des plans d'investissement suggère que la croissance restera résiliente à court terme, mais les perspectives dépendent de la durabilité du cycle de l'IA. Les divergences sectorielles pourraient également persister, avec des retombées limitées sur les secteurs non technologiques tels que le textile et l'automobile.

Le **Japon**, bien qu'il bénéficie de la demande en IA grâce aux exportations de produits chimiques et d'équipements pour semi-conducteurs, a connu un ralentissement de l'activité intérieure (**graphique 16**). La consommation des ménages et les investissements des entreprises se sont modérés dans un contexte d'incertitudes liées au Moyen-Orient. Néanmoins, les anticipations d'inflation restent ancrées grâce à la hausse des salaires et des bénéfices des entreprises, ainsi qu'au soutien budgétaire apporté par une dépense publique record pour l'exercice 2027, un plan d'investissement stratégique de 370 000 milliards de yens s'étalant sur 14 ans et une baisse de la taxe sur les aliments. Dans ce contexte, la Banque du Japon a relevé ses taux en septembre, trois mois seulement après sa précédente hausse.

En **Australie**, la demande privée a fait preuve de résilience au S1, soutenue par la bonne santé financière des ménages et surtout par l'essor des investissements dans les centres de données. L'important portefeuille de projets devrait entretenir les tensions inflationnistes, contraignant la RBA à conserver une politique restrictive.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES

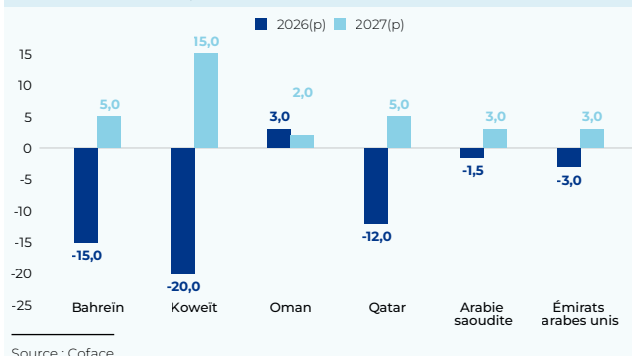
MOYEN-ORIENT

L'activité économique dans l'ensemble du CCG devrait se contracter en 2026, le conflit régional continuant de perturber la production énergétique, le commerce, les transports et les investissements (**graphique 17**). L'**Arabie saoudite** est désormais davantage exposée suite aux attaques contre les infrastructures énergétiques, les navires dans le détroit de Bab el-Mandeb et l'oléoduc Est-Ouest, tandis que les **Émirats arabes unis** restent vulnérables en raison de leur dépendance au détroit d'Ormuz. Le **Qatar** a été particulièrement touché s'agissant de ses exportations de GNL. Pour le **Koweït**, l'interruption des livraisons de pétrole a un impact budgétaire encore plus important, les hydrocarbures représentant environ 90 % des exportations et recettes publiques. **Bahreïn** subit également la pression d'une activité régionale affaiblie et de marges de manœuvre budgétaires limitées. À l'avenir, l'incertitude géopolitique, la hausse des coûts de transport maritime et d'assurance, ainsi que le resserrement des conditions de financement devraient peser sur la rentabilité des entreprises et leur capacité de paiement.

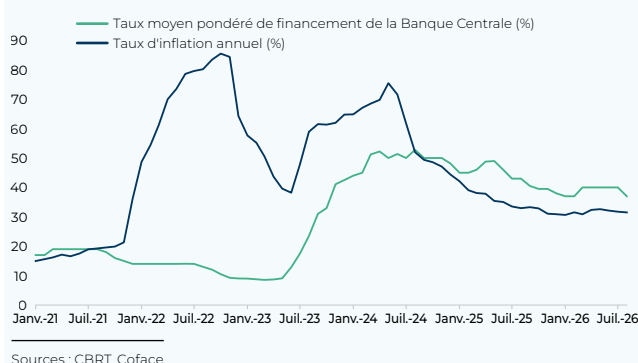
La croissance d'**Israël** en 2026 devrait rester modérée et similaire à celle de 2025 (3 %), le conflit continuant de peser sur l'activité en raison des pénuries de main-d'œuvre, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et de l'affaiblissement des investissements. Toutefois, la croissance devrait se renforcer en 2027, soutenue par un assouplissement des contraintes d'approvisionnement ainsi que par un nouvel assouplissement monétaire de la banque centrale, en phase avec le ralentissement de l'inflation. Une nouvelle escalade militaire reste le principal risque baissier.

La croissance de la **Turquie** restera modérée (3 %) en 2026, en raison de conditions financières tendues, d'une demande intérieure plus faible et de l'impact de la hausse des prix de l'énergie (**graphique 18**). Le processus de désinflation devrait permettre à la politique monétaire de devenir progressivement moins restrictive, soutenant ainsi la consommation et l'investissement. La croissance devrait se renforcer progressivement en 2027, soutenue par un nouvel assouplissement monétaire et une reprise de la demande intérieure. Bien que moins importante, l'inflation devrait toutefois rester élevée, ce qui obligera la banque centrale à maintenir une orientation prudente de sa politique monétaire.

Graphique 17 :
CCG : Prévisions de croissance du PIB réel pour 2026 et 2027 (en glissement annuel, variation en %)



Graphique 18 :
Turquie : Taux de financement de la banque centrale par rapport à l'inflation



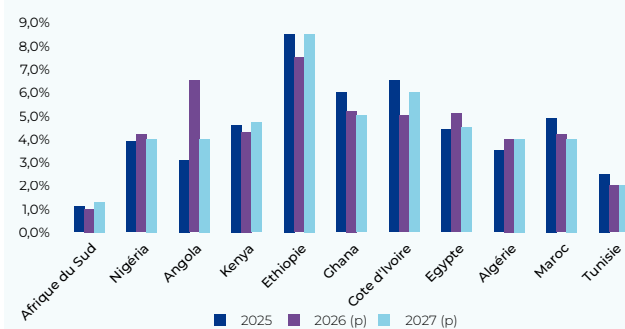
AFRIQUE

L'impact du conflit au Moyen-Orient sur l'Afrique subsaharienne a été modéré au SI (**graphique 19**). La plupart des pays ont certes connu une augmentation temporaire de l'inflation, mais d'amplitude limitée. En effet, l'inflation alimentaire a ralenti de manière assez significative sur le continent, ce qui a partiellement compensé l'inflation énergétique. De plus, l'inflation importée a été limitée, la plupart des devises s'étant maintenues jusqu'à présent grâce à des prix des matières premières favorables, à des flux d'IDE toujours robustes et à l'appétit des investisseurs pour les obligations africaines.

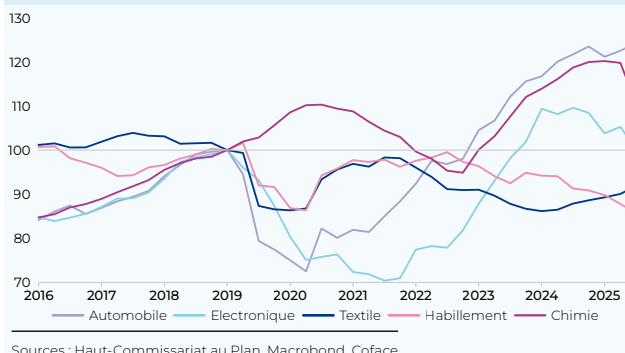
L'année 2026 devrait donc s'avérer meilleure que prévu. Toutefois, les perspectives pour 2027 sont désormais confrontées à des risques plus importants, car le potentiel d'inflation supplémentaire en Afrique subsaharienne est probablement plus élevé que dans d'autres régions. La prévision d'une hausse des prix des produits agricoles due à El Nino combinée à la hausse des prix de l'énergie fera grimper l'inflation globale. Bien que les comptes extérieurs aient bénéficié de certains facteurs favorables, la confiance des investisseurs reste fragile et les marchés obligataires internationaux sont sous pression. En cas de fuite des capitaux due à des épisodes d'aversion au risque, les pressions à la dépréciation sur les devises s'intensifieraient, déclenchant un regain d'inflation et des déficits de financement plus importants.

En Afrique du Nord, le **Maroc** reste le pays le plus performant, grâce à sa forte attractivité pour les visiteurs étrangers et les capitaux, ainsi qu'à une demande intérieure solide. Néanmoins, certaines de ses industries connaissent un ralentissement dû à la hausse des prix des intrants et à leur exposition à la demande européenne (**graphique 20**). L'**Algérie**, l'**Égypte** et la **Tunisie** contrôlent leurs importations afin de développer la production locale et de préserver leurs réserves de change. Même si l'intensité des hostilités dans la guerre en Iran a diminué, l'Égypte et la Tunisie en subissent les conséquences, telles que la hausse des prix de l'énergie et d'autres intrants ainsi que la prudence des visiteurs étrangers. De plus, les importations de céréales deviennent plus coûteuses en raison des combats en mer Noire.

Graphique 19 :
Economies africaines : Croissance annuelle du PIB réel (%)



Graphique 20 :
Maroc : Production industrielle (2019 = 100, moyenne mobile sur 4 trimestres)



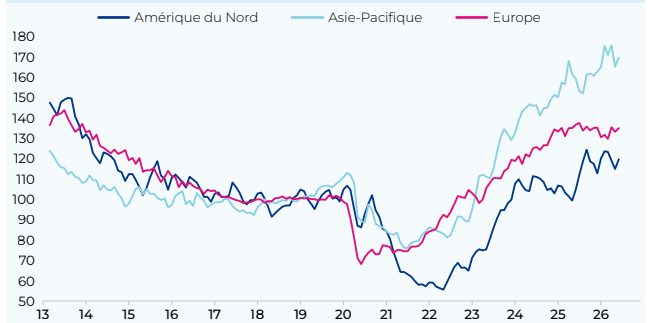
À LA LOUPE

DEFAILLANCES

Le premier semestre 2026 a mis en évidence des tendances mondiales de plus en plus divergentes en matière de défaillances (**graphique 21**). L'Amérique du Nord a été le principal moteur de cette hausse, les défaillances aux États-Unis ayant augmenté de près de 20 % en glissement annuel. En revanche, la région Asie-Pacifique a connu une amélioration générale, même si ces derniers mois ont laissé entrevoir une reprise de la croissance des défaillances, notamment au Japon, en Australie et à Taïwan. En Europe, la hausse des défaillances est restée concentrée en France et en Allemagne (toutes deux +7 % en glissement annuel), avec une augmentation plus modeste en Italie (+2 %), tandis que l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont tous enregistré des baisses d'environ 5 %. Les tendances sectorielles suggèrent une pression croissante tant sur les consommateurs que sur les entreprises. La hausse des prix et la baisse de la confiance des consommateurs ont contribué à l'augmentation des défaillances dans les secteurs non essentiels, notamment le commerce de détail et les services de loisirs, tandis que les services financiers ont également montré des signes de détérioration. En Asie-Pacifique, les défaillances ont augmenté dans certaines parties du secteur des transports et de la logistique, ce qui pourrait signaler les premiers effets des perturbations commerciales et de la chaîne d'approvisionnement liées au conflit avec l'Iran.

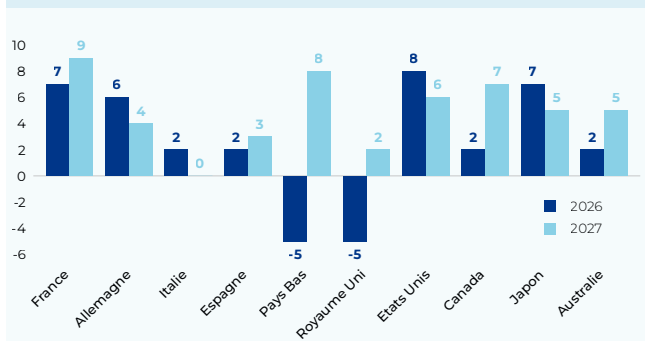
Nous prévoyons toujours une hausse mondiale des défaillances d'environ 6 % en 2026, suivie d'une nouvelle augmentation de 5 % en 2027 (**graphique 22**). Cette hausse sera tirée par la poursuite de la croissance en Amérique du Nord, emmenée par les États-Unis (+6 %) et le Canada (+7 %), ainsi que par une nouvelle accélération en Europe, les hausses les plus importantes étant attendues en France (+9 %) et aux Pays-Bas (+8 %). Des hausses plus modérées sont prévues en Allemagne (+4 %), en Espagne (+3 %) et au Royaume-Uni (+2 %), tandis que l'Italie devrait rester globalement stable. Le Japon et l'Australie devraient tous deux enregistrer une hausse de 5 % des défaillances, ce qui représenterait un ralentissement pour le premier et une accélération pour le second. Si ces prévisions se concrétisent, l'année 2027 marquerait une sixième hausse annuelle consécutive, portant le nombre de défaillances à environ 40 % au-dessus de leur moyenne d'avant la pandémie.

Graphique 21 :
Indices régionaux de défaillances d'entreprises (même mois en 2017-2019 = 100, moyenne mobile sur 3 mois)



Sources : données nationales, Macrobond, Coface

Graphique 22 :
Croissance mondiale des défaillances d'entreprises et prévisions (%)



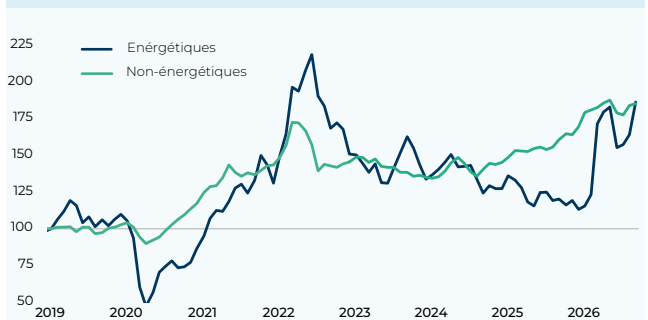
Sources : données nationales, Macrobond, Coface

MATIÈRES PREMIÈRES

Après avoir reflué à la suite du pic observé au printemps, les prix des matières premières se sont nettement raffermis depuis la mi-juillet (**graphique 23**). Les facteurs géopolitiques et climatiques ont largement contribué à cette évolution. En premier lieu, les flux d'énergie transitant par le détroit d'Ormuz demeurent perturbés par la reprise des hostilités entre Washington et Téhéran, tandis que l'implication croissante des rebelles houthis a affecté l'une des rares routes alternatives. Les prix du pétrole, qui ont de nouveau franchi le seuil des 100 USD le baril, et plus encore ceux des produits raffinés, avec un diesel atteignant des niveaux records, ont également été soutenus par l'intensification de la campagne ukrainienne contre les infrastructures énergétiques russes. Par ailleurs, les cours des matières premières agricoles ont également progressé au cours de l'été, en particulier les céréales, pénalisées par des conditions météorologiques défavorables dans plusieurs grands bassins de production ainsi que des perturbations logistiques en mer Noire (**graphique 24**). La montée en puissance du phénomène El Niño contribue également à soutenir les prix. Les cultures agricoles seront particulièrement vulnérables au Brésil, en Asie du Sud et Sud-est ou encore en Australie et en Afrique du Sud. La baisse des rendements et la hausse des prix des denrées agricoles fragiliseront la sécurité alimentaire des économies les plus précaires et contribueront à l'inflation. Les métaux industriels, dont les cours avaient globalement reculé depuis le début de l'année, se sont eux aussi redressés. Ce regain des prix s'explique par des tensions persistantes sur l'offre minière, notamment au Chili et en RDC, auxquelles s'ajoute l'interruption des exportations d'aluminium en provenance des pays du Golfe.

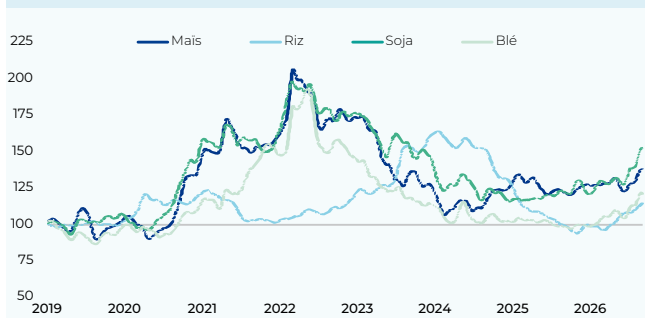
Toutefois, l'une des évolutions les plus marquantes concerne le gaz naturel. En Europe, comme en Asie, les prix ont atteint leur plus haut niveau depuis un semestre. La quasi-interruption des livraisons qataries depuis juillet a ravivé les inquiétudes concernant l'approvisionnement hivernal. Ces tensions ont été accentuées par la demande soutenue liée aux vagues de chaleur estivales (donc à la demande en climatisation) et, en Europe, par des niveaux de stocks toujours sensiblement inférieurs à leur moyenne historique. Si un retour à la crise énergétique de 2022 reste peu probable, la marge de sécurité s'est nettement réduite. Sans reprise des flux qatari dans les prochaines semaines, un hiver froid et d'éventuelles perturbations à l'approvisionnement américain de GNL pourraient continuer de pousser les prix.

Graphique 23 :
Prix des matières premières (GSCI, 100=01/2020)



Sources : S&P Global, Macrobond, Coface

Graphique 24 :
Prix des céréales & oléagineux (indice, 2019=100)



Sources : IGC, Macrobond, Coface

Changements d'évaluations risques pays

Pays	Changements d'évaluations		
 ARABIE SAOUDITE	A3	➡	A4
 ÉMIRATS ARABES UNIS	A2	➡	A3
 QATAR	A3	➡	A4
 BAHAMAS	B	↗	A4
 EL SALVADOR	D	↗	C
 MONTENEGRO	C	↗	B
 ZAMBIA	D	↗	C

Arabie Saoudite [Déclassement de A3 à A4] ➡

L'activité économique s'est considérablement affaiblie en Arabie saoudite, sous l'effet d'une forte contraction des activités pétrolières (25 % en glissement annuel au deuxième trimestre) et d'un ralentissement de la dynamique de l'économie non pétrolière, dont la croissance est passée de 3 % au T1 à moins de 1 % au T2. L'aggravation des risques pesant à la fois sur le détroit d'Ormuz et celui de Bab el-Mandeb suscite des inquiétudes quant aux flux d'exportation. La fermeture temporaire de l'oléoduc Est-Ouest à la suite d'une attaque de drone montre la vulnérabilité des infrastructures d'exportation alternatives. Les perturbations du transport maritime, la hausse des tarifs des pétroliers et l'augmentation des coûts liés à la sécurité, au carburant et aux assurances pèsent sur les coûts des entreprises. Le risque d'un nouveau resserrement monétaire de la Fed devrait également maintenir les coûts de financement à un niveau élevé.

Émirats arabes unis [Déclassement de A2 à A3] ➡

Les perspectives de croissance des Émirats arabes unis se sont considérablement détériorées. Le pays reste très vulnérable aux perturbations dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitent environ 75 % de ses exportations d'hydrocarbures. Les tensions régionales continuent de peser sur le commerce, les transports, le tourisme et l'investissement. L'incertitude géopolitique accrue augmente également le risque de nouvelles perturbations des voies maritimes, des réseaux aériens et des infrastructures énergétiques. Un nouveau resserrement monétaire de la Fed pourrait entraîner une hausse des coûts de financement, tandis que la baisse des marges bénéficiaires accroît les risques de défaut de paiement des entreprises.

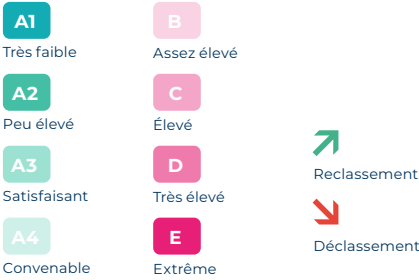
Qatar [Déclassement de A3 à A4] ➡

L'économie du Qatar repose largement sur les hydrocarbures, qui génèrent environ 80 % des recettes fiscales, 90 % des exportations et 35 % du PIB. Le pays est particulièrement vulnérable aux perturbations dans le détroit d'Ormuz, par lequel transitent toutes ses exportations d'hydrocarbures. Les dégâts directs subis par les infrastructures de production de GNL à la suite des attaques de missiles et de drones contre la ville industrielle de Ras Laffan ont considérablement affaibli l'activité économique en 2026. La guerre devrait également entraîner une baisse de 20 % en glissement annuel du nombre de touristes, un secteur représentant environ 8 % du PIB, ce qui exercera une pression supplémentaire sur la croissance. La baisse des nouvelles commandes et la faiblesse de la demande pèsent sur l'activité des entreprises, tandis que la fragilité du climat des affaires et l'incertitude persistante accentuent les pressions inflationnistes dans l'économie hors énergie.

Bahamas [Reclassement de B à A4] ↗

Les perspectives budgétaires des Bahamas reposent sur l'assainissement budgétaire soutenu, qui a permis le retour à un déficit budgétaire modéré et le maintien d'un

RISQUE PAYS



excédent primaire. Cette évolution favorise une trajectoire descendante de la dette publique, comme en témoigne la hausse de la note attribuée par Moody's, passée de B1 à Ba3 en avril 2026. La stabilité politique et le renforcement du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme renforcent la prévisibilité des politiques économiques et la poursuite des réformes structurelles. Les investissements en cours dans les infrastructures énergétiques, portuaires et touristiques soutiennent les perspectives de croissance et contribuent à remédier à certaines contraintes structurelles. Le secteur touristique dynamique du pays soutient la croissance économique, les recettes budgétaires et les recettes en devises.

Monténégro [Reclassement de C à B] ↗

L'économie du Monténégro connaît une croissance soutenue, portée par la baisse du chômage, qui stimule la consommation privée. L'activité économique n'est globalement pas affectée par l'assainissement budgétaire, qui devrait permettre de ramener le déficit public à 3,5 % du PIB en 2026. Le processus d'adhésion à l'Union européenne, officiellement prévue pour 2028, mais plus vraisemblablement attendue aux alentours de 2030, favorise déjà des réformes dans les domaines de l'État de droit, de la lutte contre la corruption et de la gouvernance. La priorité accordée à l'adhésion à l'UE a également contribué à atténuer les divisions ethniques et politiques en donnant à l'élite politique un objectif commun.

Salvador [Reclassement de D à C] ↗

La croissance économique du Salvador s'est accélérée ces dernières années, portée par la forte expansion du tourisme et de la construction, soutenue par l'amélioration des conditions de sécurité et le vaste effort de déréglementation. Les transferts de la diaspora, qui représentent environ 23 % du PIB, sont restés robustes, soutenant la consommation des ménages et la demande intérieure. Par ailleurs, les autorités ont conclu en septembre 2026 un accord technique avec le FMI dans le cadre des deuxième et troisième revues combinées du programme de Mécanisme élargi de crédit (MEDC) d'un montant de 1,4 milliard de dollars. Le Fond a salué la poursuite de la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes et reconnu les progrès accomplis dans le renforcement des réserves budgétaires et extérieures.

Zambie [Reclassement de D à C] ↗

Après être quasiment sortie du défaut souverain et avoir achevé son programme financé par le FMI en 2026, la Zambie devrait poursuivre son assainissement budgétaire. La croissance est restée relativement solide, soutenue par le secteur minier et les réformes structurelles. Grâce à la forte demande de cuivre, aux flux d'IDE vers le secteur minier et à la confiance accrue des investisseurs, la monnaie est restée résiliente et a continué à favoriser la désinflation. L'économie zambienne reste peu diversifiée, fortement dépendante du secteur minier. Le phénomène El Niño pourrait affecter l'agriculture, la production hydroélectrique et la production minière. Toutefois, l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques, la forte demande et les prix élevés du cuivre, devraient renforcer la résilience face à de tels chocs. Hakainde Hichilema, réformiste favorable au secteur privé, a été réélu lors des élections d'août 2026.

Changements du risque sectoriel

DÉCLASSEMENTS			
 Agroalimentaire			
 ARGENTINE			
 AUTRICHE			
 FRANCE			
 POLOGNE			
 ARABIE SAOUDITE			
 ÉMIRATS ARABES UNIS			
 Automobile			
 ARGENTINE			
 Construction			
 CANADA			
 Bois			
 FRANCE			
 Pharmacie			
 CORÉE DU SUD			
 Transport			
 ARABIE SAOUDITE			
 ÉMIRATS ARABES UNIS			

En Europe, la détérioration dans le secteur agroalimentaire est avant tout liée aux conditions climatiques extrêmes de l'été 2026. En **France**, les vagues de chaleur ont fortement pénalisé les rendements céréaliers, avec une chute particulièrement marquée pour le maïs, tandis que l'élevage et la filière laitière restent fragilisés. En **Autriche**, la combinaison de la sécheresse et des fortes chaleurs a entraîné un déficit pluviométrique exceptionnel, affectant les récoltes. Même constat en **Pologne**. Dans l'ensemble, les effets météorologiques apparaissent comme le principal facteur de dégradation du risque sectoriel.

Dans les **Émirats arabes unis** et en **Arabie saoudite**, la vulnérabilité provient moins de la production locale que de la forte dépendance aux importations alimentaires. Les tensions dans le détroit d'Ormuz et en mer Rouge accroissent les risques de perturbation logistique, de rallongement des itinéraires maritimes et de hausse des coûts de fret, d'assurance et de financement. Cette situation pèse sur les marges des distributeurs alimentaires et renforce les risques d'approvisionnement, notamment pour les produits frais et les intrants agricoles importés.

En **Argentine**, le secteur reste confronté à l'environnement financier difficile, marqué par plusieurs défaillances d'acteurs agricoles, des coûts élevés et des marges réduites. Les perspectives de récoltes demeurent relativement favorables grâce à l'influence positive attendue d'El Niño en matière de pluviométrie, notamment pour le maïs et le soja. Toutefois, un épisode trop intense pourrait provoquer des inondations et perturber les activités agricoles, limitant ainsi les bénéfices climatiques attendus.

RISQUE D'IMPAYÉS DES ENTREPRISES



RECLASSEMENTS



Construction



CORÉE DU SUD



Chimie



ISRAËL



TIC



ARGENTINE



CHILI



PAYS BAS



Métallurgie



ÉTATS UNIS



Distribution



ÉTATS UNIS



Énergie



CHILI



Le secteur américain de la grande distribution a mieux résisté que prévu à la guerre commerciale et aux chocs liés au détroit d'Ormuz. Les ventes réelles de biens progressent d'environ 2 % en glissement annuel, ce qui correspond globalement à la tendance d'avant la pandémie. Cette résilience s'explique par un effet de richesse favorable lié à la bonne santé des marchés boursiers, un marché du travail toujours stable et une augmentation du revenu disponible due à des remboursements d'impôts exceptionnellement élevés au deuxième trimestre 2026. Les pressions douanières se sont également atténuées à la suite de la décision rendue en février par la Cour suprême invalidant les droits de douane au titre de l'IEEPA et des remboursements qui en ont résulté. Nous prévoyons que cette résilience se maintiendra jusqu'en 2027. Toutefois, des risques subsistent compte tenu des fortes inégalités de revenu. La vigueur des dépenses se concentre chez les ménages à revenus moyens et élevés, tandis que les consommateurs à faibles revenus ne tirent que peu profit de l'appréciation des actifs et continuent de subir une érosion de leur pouvoir d'achat. En conséquence, nous anticipons une faiblesse dans le commerce de détail des produits de première nécessité (alimentation, produits ménagers essentiels et chaînes de magasins discount). Les grands magasins restent sous pression en raison de la transition vers le commerce électronique, tandis que les détaillants d'ameublement et de bricolage continuent de souffrir du ralentissement du marché immobilier.

RISQUE D'IMPAYÉS
DES ENTREPRISES

Risque faible



Risque moyen



Risque élevé



Risque très élevé



Reclassement



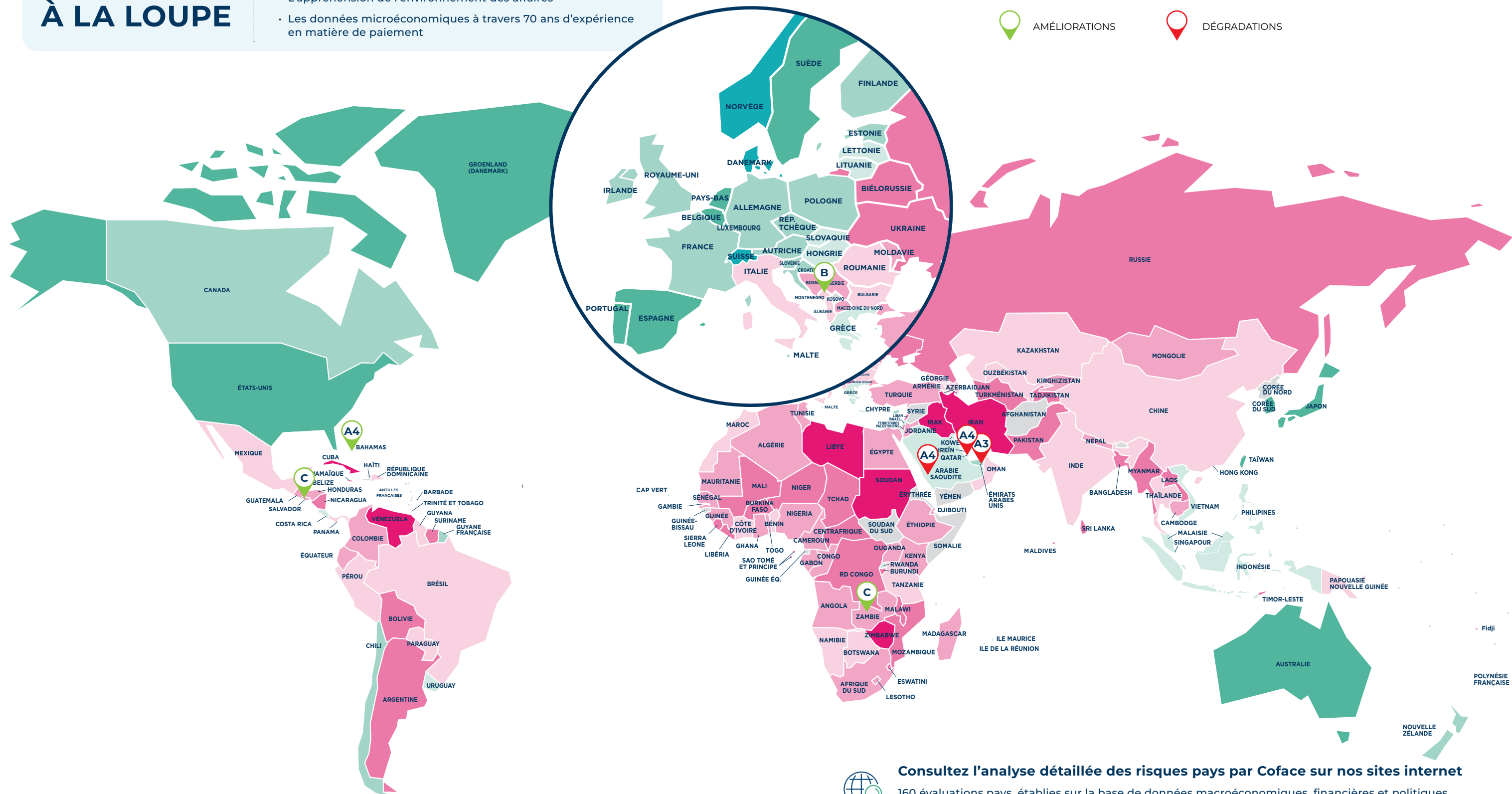
Déclassement

ÉVALUATIONS DU RISQUE PAYS

160 PAYS PASSÉS À LA LOUPE

UNE MÉTHODOLOGIE UNIQUE

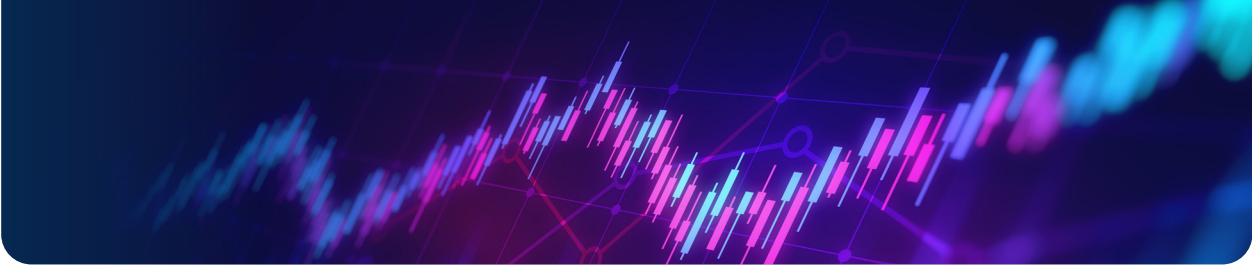
- Une expertise macroéconomique en matière d'appréciation des risques pays
- L'appréhension de l'environnement des affaires
- Les données microéconomiques à travers 70 ans d'expérience en matière de paiement



Consultez l'analyse détaillée des risques pays par Coface sur nos sites internet

160 évaluations pays, établies sur la base de données macroéconomiques, financières et politiques, fournissent une estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays. Cet outil précieux donne une **indication de l'influence potentielle d'un pays sur les engagements financiers des entreprises.**

ÉVALUATIONS DU RISQUE SECTORIEL PAR REGIONS



Octobre 2026

● Peu élevé

● Moyen

● Élevé

● Très élevé

↗ Amélioration du risque

↘ Détérioration du risque

	 AMÉRIQUE DU NORD	 EUROPE CENTRALE ET DE L'EST	 ASIE PACIFIQUE	 AMÉRIQUE DU SUD	 EUROPE DE L'OUEST	 MOYEN ORIENT ET TURQUIE
 AGROALIMENTAIRE	●	● ↘	●	●	●	●
 AUTOMOBILE	●	●	●	●	●	●
 CHIMIE	●	●	●	●	●	●
 CONSTRUCTION	●	●	● ↗	●	●	●
 ÉNERGIE	●	●	●	●	●	●
 TIC*	●	●	●	●	●	●
 MÉTALLURGIE	● ↗	●	●	●	●	●
 PAPIER	●	●	●	●	●	●
 PHARMACIE	●	●	●	●	●	●
 DISTRIBUTION	● ↗	●	●	●	●	●
 TEXTILE - HABILLEMENT	●	●	●	●	●	●
 TRANSPORT	●	●	●	●	●	●
 BOIS	●	●	●	●	●	●

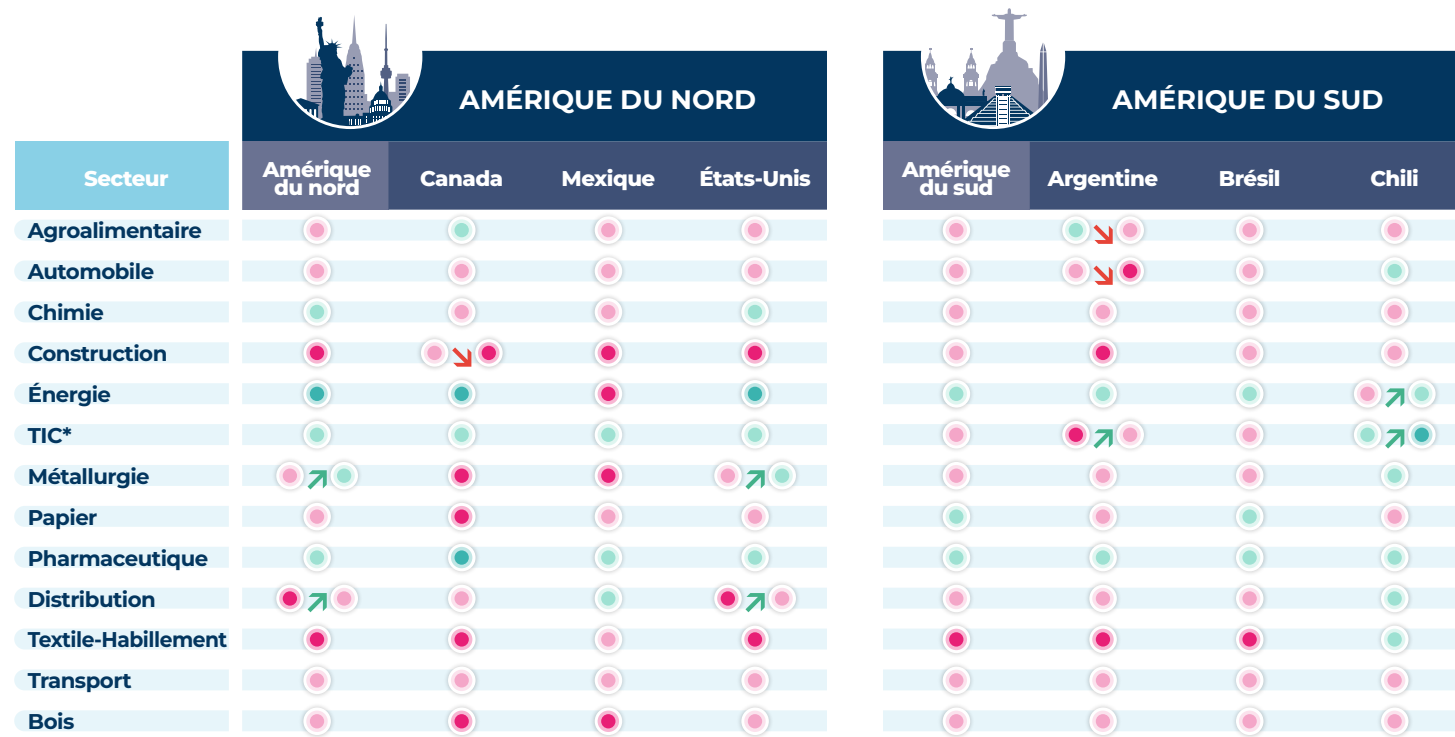


Consultez l'analyse détaillée des risques sectoriels par Coface sur nos sites internet

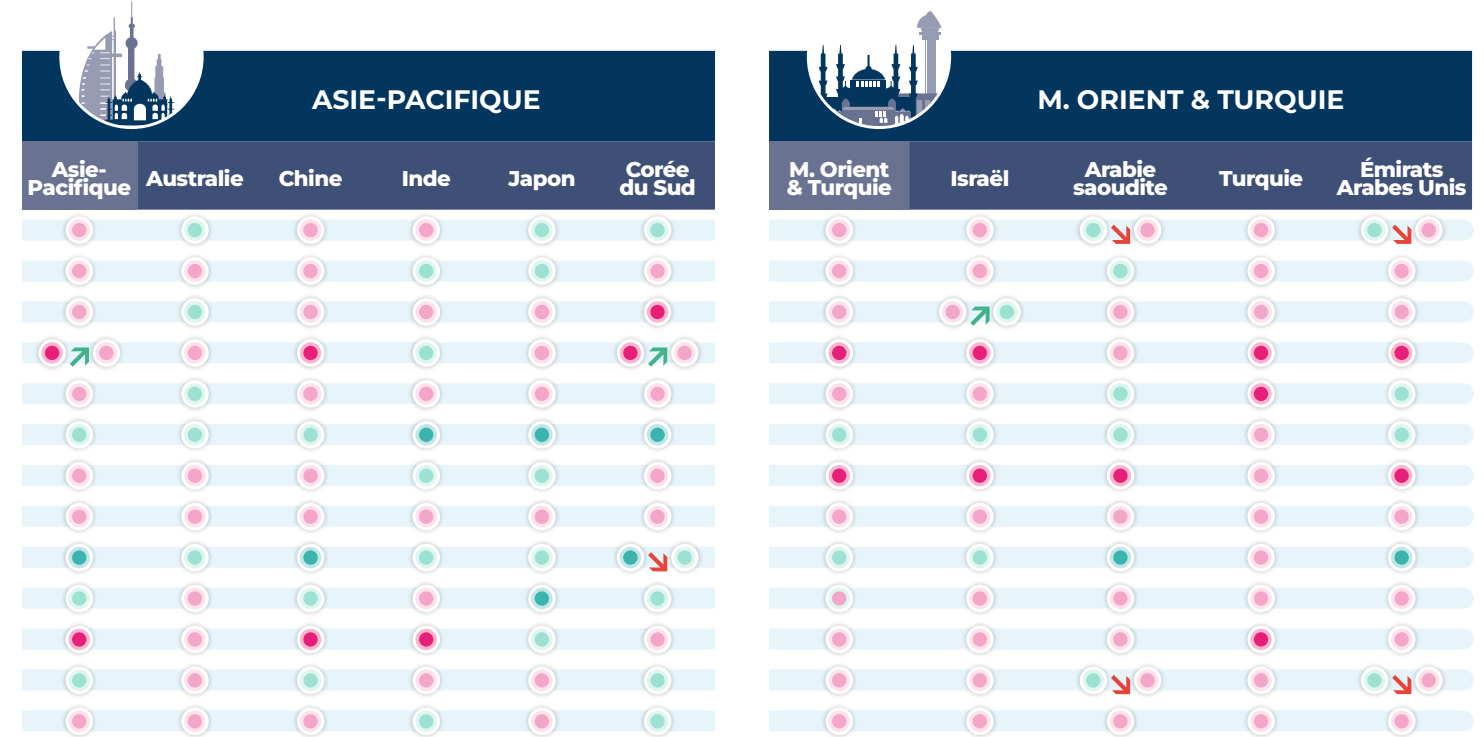
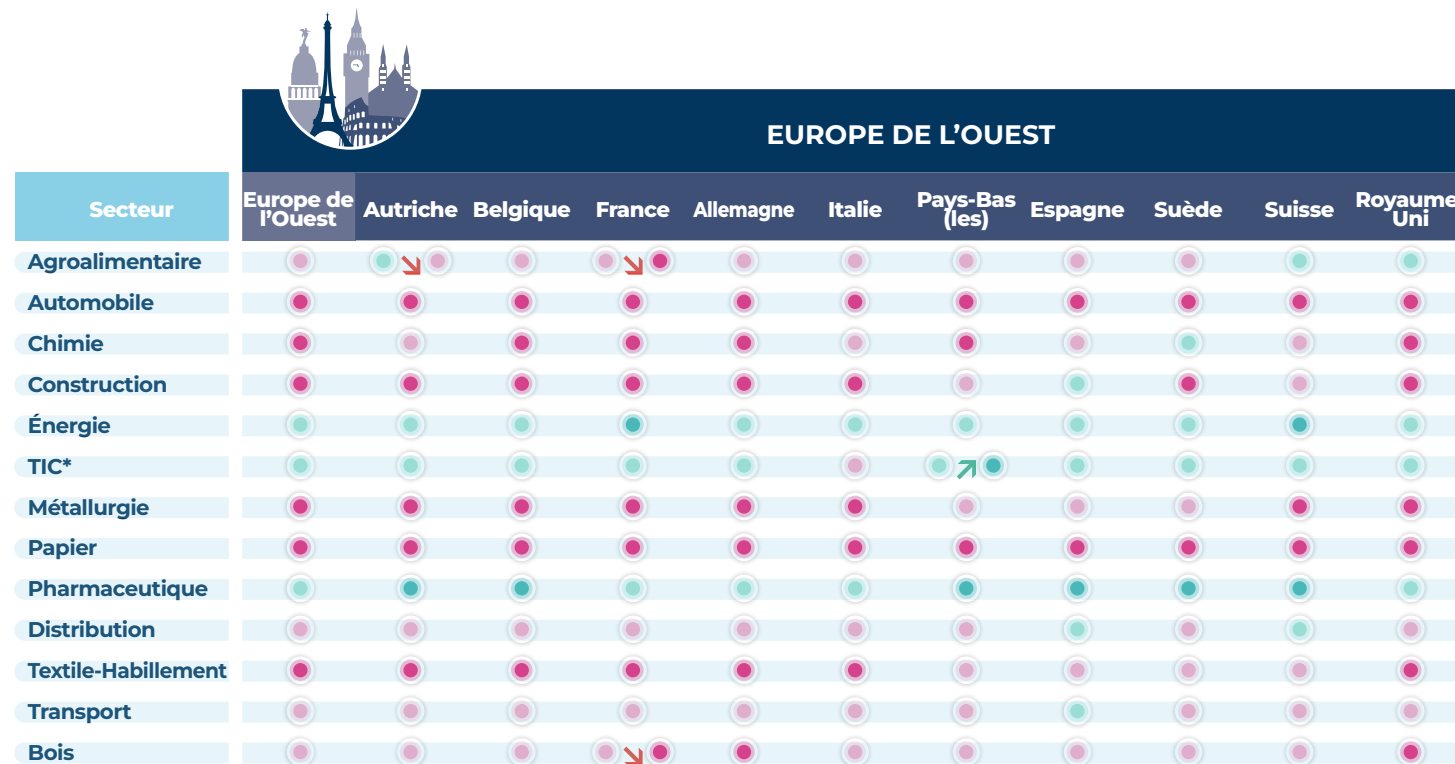
Chaque quadrimestre, nos économistes évaluent 13 secteurs de six régions géographiques sur la base de notre expertise et des données financières publiées par plus de 6 000 entreprises cotées. Notre indicateur statistique de risque de crédit synthétise simultanément l'évolution de cinq indicateurs financiers (chiffre d'affaires, rentabilité, taux d'endettement net, la trésorerie et les sinistres) observée par notre réseau.

Changements d'évaluations risques sectoriels

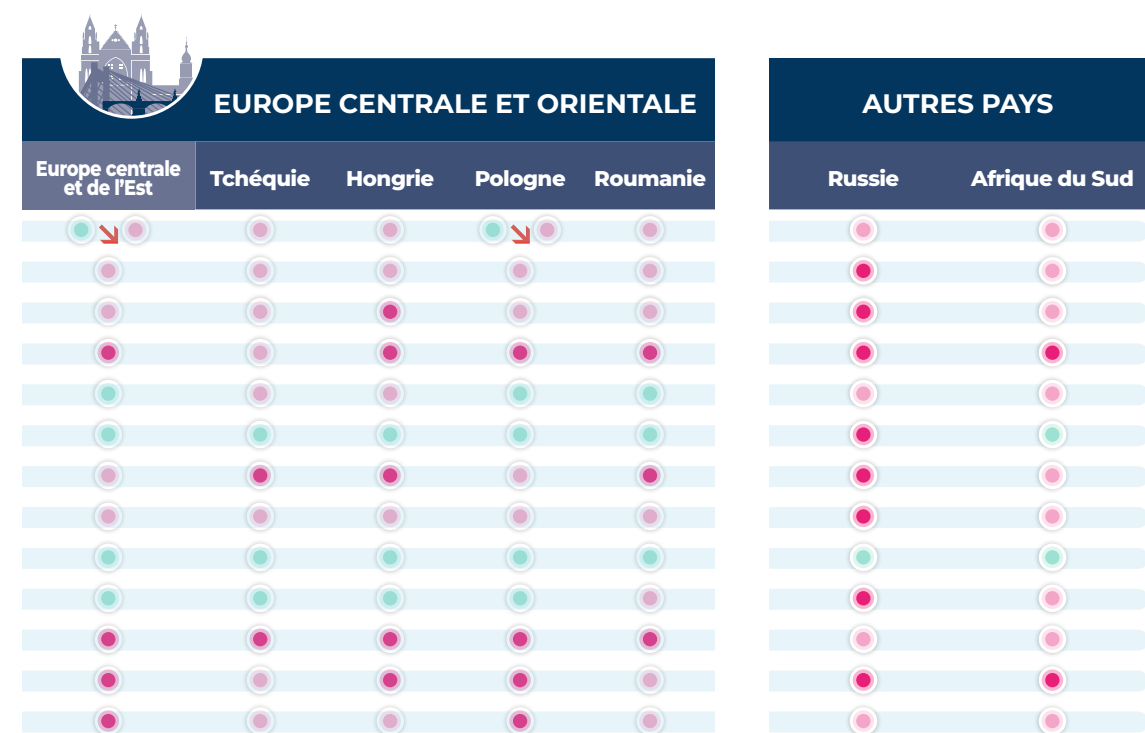
(OCTOBRE 2026)



* Technologies de l'information et de la communication
Mexique inclus depuis cette année
Source : Coface



L'évaluation des secteurs en Belgique et en Suède est nouvelle.



L'évaluation des secteurs en Hongrie est nouvelle.

RISQUE D'IMPAYÉS DES ENTREPRISES

 Risque faible

 Risque moyen

 Risque élevé

 Risque très élevé

 Reclassement

 Déclassement

PRÉVISIONS DE CROISSANCE COFACE

	2024	2025	2026 (p)	2027(p)
Monde	2,9%	2,8%	2,5%	2,6%
Economies avancées	1,9%	1,7%	1,6%	1,6%
Etats Unis	2,8%	2,1%	2,1%	1,9%
Japon	0,1%	1,2%	0,6%	0,9%
Royaume Uni	1,1%	1,3%	1,1%	0,9%
Australie	1,0%	2,0%	1,9%	1,6%
Canada	2,0%	1,7%	0,9%	1,5%
Union européenne	1,2%	1,5%	1,3%	1,5%
Zone Euro	1,1%	1,3%	1,0%	1,3%
Allemagne	0,0%	0,2%	1,1%	1,3%
France	1,1%	0,9%	0,4%	0,5%
Italie	0,9%	0,7%	0,9%	0,8%
Espagne	3,7%	2,6%	2,6%	2,0%
Economies émergentes	4,1%	4,1%	3,5%	3,9%
Chine	5,0%	5,0%	4,4%	4,3%
Inde	7,2%	7,2%	7,5%	7,0%
Russie	4,3%	0,5%	1,8%	1,3%
Brésil	3,4%	2,3%	1,9%	1,5%
Mexique	1,4%	0,6%	1,2%	1,5%
Turquie	3,3%	3,5%	3,0%	4,0%
Arabie Saoudite	2,6%	4,5%	-1,5%	3,0%
Afrique du Sud	0,5%	1,1%	1,0%	1,3%
Nigeria	3,4%	3,9%	4,2%	4,0%

p = prévisions

LES ÉCONOMISTES DU GROUPE COFACE

Jean-Christophe Caffet
Économiste en chef du
groupe
Paris, France

Bruno de Moura Fernandes
Responsable
de la recherche
macroéconomique
Économiste
Paris, France

Ruben Nizard
Responsable des analyses
sectorielles et du risque
politique
Économiste
Paris, France

Bernard Aw
Économiste en chef
Asie-Pacifique
Singapour

Eve Barré
Économiste sectorielle
Paris, France

Marcos Carias
Économiste,
Amérique du Nord
Paris, France

Aroni Chaudhuri
Économiste,
Afrique
Paris, France

Mateusz Dadej
Économiste,
Europe centrale et orientale
Varsovie, Pologne

Clémence Descubes
Economiste
Paris, France

Joe Douaihy
Économiste sectoriel
Paris, France

Aurélien Duthoit
Économiste sectoriel senior
Paris, France

Anna Farrugia
Économiste
Paris, France

Dominique Fruchter
Économiste
Afrique
Paris, France

Apolline Greiveldinger
Économiste
Hong Kong RAS

Victor Heutte
Économiste
Varsovie, Pologne

Seltem Iyigün
Économiste
Moyen-Orient et Turquie
Istanbul, Turquie

Patricia Krause
Économiste
Amérique latine
São Paulo, Brésil

Markus Kuger
Économiste
Autriche, Allemagne
et Suisse
Mayence, Allemagne

Simon Lacoume
Économiste sectoriel
Paris, France

Laurine Pividal
Économiste
Europe du Sud
Paris, France

Olivier Rozenberg
Rédacteur en chef
et analyste politique
Paris, France

Jonathan Steenberg
Économiste
Europe du Nord et chef des
études de défaillance
Londres, Royaume-Uni

Junyu Tan
Économiste
Asie du Nord
RAS de Hong Kong